

ARRÊTÉ n°MH.00-IMM. 012, A A

portant classement parmi les monuments historiques de  
l'église Saint Jean Baptiste à BASTIA (Haute-Corse) ;

La Ministre de la Culture et de la Communication,

VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

VU le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

VU le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 modifié relatif aux attributions de la Ministre de la Culture et de la Communication ;

VU l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église Saint Jean Baptiste à BASTIA (Haute-Corse) en date du 4 décembre 1951 ;

La commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 22 mars 1999 ;

VU la délibération du 15 septembre 1995 du Conseil municipal de la commune de BASTIA (Haute-Corse), propriétaire, portant adhésion au classement ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT que la conservation de l'église Saint Jean Baptiste à BASTIA (Haute-Corse) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de son architecture et de son décor ;

## ARRÊTÉ

**ARTICLE 1er.**- Est classée parmi les monuments historiques en totalité, l'église Saint Jean Baptiste à BASTIA (Haute-Corse), figurant au cadastre Section A, feuille N, sur la parcelle n° 224 et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

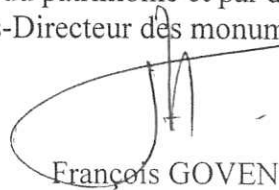
**ARTICLE 2.**- Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 4 décembre 1951.

ARTICLE 3.- Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

ARTICLE 4.- Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le - 3 FEV. 2000

Pour la Ministre et par délégation  
Pour le Directeur de l'architecture  
et du patrimoine et par délégation  
Le Sous-Directeur des monuments historiques



François GOVEN